

Convention collective départementale

IDCC : 930. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES CONNEXES
(SARTHE)**

(8 mars 1977)

(Etendue par arrêté du 20 novembre 1978,
Journal officiel du 16 janvier 1979)

■ *Journal officiel* du 9 février 2010

**Arrêté du 1^{er} février 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective de la métallurgie et des industries connexes
de la Sarthe (n° 930)**

NOR : *MTST1003187A*

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1978 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 27 octobre 2008, portant extension de la convention collective de
la métallurgie et des industries connexes de la Sarthe du 8 mars 1977 et de
textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'avenant du 19 octobre 2009 (barème annexé), relatif aux garanties
annuelles de rémunération effective, aux rémunérations minimales hiérar-
chiques et à l'indemnité de panier, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective de la métal-
lurgie et des industries connexes de la Sarthe du 8 mars 1977, tel qu'étendu

par arrêté du 20 novembre 1978 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'avenant du 19 octobre 2009 (barème annexé), relatif aux garanties annuelles de rémunération effective, aux rémunérations minimales hiérarchiques et à l'indemnité de panier, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).